

## **Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC)**

**Déclaration en plénière @CFS47 | 11 février 2021**

### **"Impacts des produits politique du CSA sur la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau des pays et sur la reprise post-COVID".**

*Nora McKeon - Terra Nuova, au nom du Groupe de travail du MSC sur la gouvernance alimentaire mondiale*

---

#### **Impacts du CSA et de ses résultats politiques**

Nora McKeon, du MSC, une fière vétérane de la réforme du CSA et des initiatives de convergence politique qui en ont découlé.

Merci à notre Président d'avoir rappelé que la beauté du CSA est enracinée dans son caractère inclusif. En particulier le soin apporté à donner la parole aux populations les plus vulnérables, qui sont simultanément celles qui nourrissent le monde.

Hier, le Président a fait remarquer que le véritable travail sur les résultats politiques du CSA commence une fois qu'ils sont adoptés. L'utilisation, l'application et le suivi des résultats politiques du CSA sont absolument essentiels à la légitimité du CSA. Cela est particulièrement vrai pour nos 11 secteurs sociaux et communautés dans toutes les régions, pour lesquelles les forums mondiaux ne sont pas un habitat naturel. Les paysans, les pêcheurs, les travailleurs agricoles, les éleveurs, les précaires urbains en situation d'insécurité alimentaire, les consommateurs, les peuples autochtones, les sans-terre, les femmes et les jeunes ne seraient pas motivés à prendre le temps nécessaire et à surmonter les nombreuses barrières de la langue, du fuseau horaire et du format pour s'engager dans les négociations du CSA si ces forums ne produisaient pas des normes mondiales qui les aident à défendre leurs droits, leurs moyens de subsistance, leurs territoires, sur le terrain. C'est exactement la raison pour laquelle ils ont participé si fortement à la réforme du CSA, suite à la crise alimentaire de 2007-2008, et ont contribué à lui donner sa forme inclusive, fondée sur les droits humains, qui le distingue des autres forums mondiaux, en reconnaissant l'autonomie et le droit à l'auto-organisation de la société civile.

L'évaluation externe du CSA, menée en 2017 a noté que les secteurs sociaux du CSA sont en première ligne pour l'utilisation et l'application des résultats du CSA sur le terrain - ces résultats, je le répète, qu'ils jugent utiles. Cette constatation a été corroborée par l'expérience des Directives de 2012 sur la gouvernance des terres - qui s'est caractérisée par un processus légitime conduisant à un contenu de qualité qui soutient la défense des communautés dans leurs territoires, un excellent soutien par les ABR, un financement adéquat, et les efforts déployés par les mouvements du MSC pour transformer le langage aride des Nations unies en outils que les gens peuvent utiliser pour se soutenir dans leurs luttes sur le terrain, dont l'ambassadeur Yaya a souligné l'importance. Les conclusions de l'évaluation externe ont été corroborées par tous les exercices de suivi mondial organisés par le CSA : sur les Directives volontaires sur l'application du droit à une alimentation adéquate au niveau national, sur les Recommandations en faveur des petits producteurs et, à nouveau, sur le Cadre d'action FFA lors de la présente session plénière du CSA. Le MSC est toujours présent lorsque le CSA négocie, et il est en première ligne de la mise en œuvre lorsque les résultats sont ceux que nous attendons de ce forum unique.

En 2017, le MSC a eu le plaisir d'organiser un événement majeur sur le thème "Ramener à la maison les résultats négociés à Rome" avec le soutien de l'ambassadeur S.E. Amira Gornass, alors Présidente du CSA, dont le dévouement à la promotion de l'utilisation et de l'application des résultats du CSA est légendaire. Nous sommes heureux de saisir cette occasion pour rendre hommage à ses efforts. Toutefois, le fossé entre la clôture d'une négociation avec des résultats politiques positifs et l'utilisation et l'adoption de ces résultats aux niveaux national et régional reste important. En outre, les orientations normatives fournies par le CSA - en général - contrastent avec ce qui existe aujourd'hui sur le terrain. Le paradigme dominant et les puissants intérêts économiques favorisent les modes industriels de production alimentaire et les chaînes de valeur dirigées par l'agro-industrie, qui sont préjudiciables aux moyens de subsistance des petits exploitants et à leurs droits.

Tout au long de cette plénière, les délégations se sont succédées pour souligner l'extrême urgence de répondre aux effets dévastateurs du Covid 19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition et de transformer ce défi en une opportunité de corriger les déficiences des systèmes alimentaires qui exacerbent les inégalités au sein des pays et entre eux. Le Covid 19 a souligné l'extrême pertinence de nombreux résultats politiques du CSA pour faire face aux effets immédiats de la pandémie et contribuer à la transformation radicale nécessaire de nos systèmes alimentaires. Les recommandations

formulées dans le cadre de "L'établissement de liens entre les petits exploitants et les marchés" sont emblématiques puisqu'elles révèlent que 80 % des aliments consommés dans le monde ne s'approchent jamais d'une chaîne de valeur mondiale mais transitent par des marchés locaux et nationaux qui ne sont pas suffisamment soutenus par les décideurs politiques puisque la collecte de données officielles les ignore. Le Covid 19 a révélé la fragilité des chaînes d'approvisionnement internationales et de la transformation industrielle qui dépend des travailleurs "essentiels mais non indispensables", parmi les plus touchés par la pandémie. Au contraire, les marchés locaux et les systèmes alimentaires, ancrés dans les territoires, se sont révélés résistants et innovants et ont contribué à mettre la nourriture à la disposition de ceux qui en ont le plus besoin et à maintenir en mouvement les économies locales des pays en développement. Parmi les nombreux autres résultats politiques du CSA pertinents pour la mise en œuvre des réponses face au Covid 19, on peut citer ceux qui concernent la protection sociale, la volatilité des prix, l'eau et, bien sûr, le droit à l'alimentation.

Les voix des pays africains ont été particulièrement fortes lors de la session sur le PTPA, au cours de laquelle un représentant gouvernemental a déclaré qu'il serait impensable que le CSA clôture la discussion sans ajouter à son plan de travail une référence à la question de sécurité alimentaire la plus urgente et la plus critique à laquelle les gouvernements et les populations sont confrontés aujourd'hui. Suite à cette décision, un point a été ajouté dans le Cadre de décision, qui demande au CSA de « poursuivre ses délibérations et d'accorder l'attention nécessaire aux impacts du Covid-19 sur les systèmes alimentaires, l'agriculture et la nutrition à tous les stades de la mise en œuvre des axes de travail du PTPA approuvé ». Nous proposons de nous inspirer des résultats des nombreux axes de travail du PTPA dans le passé pour alimenter les délibérations du CSA aujourd'hui en les regroupant - avec les rapports du Groupe d'experts de haut niveau, des organisations régionales et autres, et l'expérience des membres et des participants du CSA - afin de les rendre plus accessibles et applicables aux gouvernements nationaux et de les aider à faire face aux urgences immédiates et aux changements structurels qui doivent être apportés. Nous avons également l'intention de proposer des améliorations de nos mécanismes de suivi, en nous appuyant sur la diversité unique des éléments de preuve que le CSA fournit, qui peuvent nous aider à prendre en compte de manière adéquate les dimensions interconnectées de la crise alimentaire, comme le montrent la note thématique du Groupe d'experts de haut niveau ou encore la Synthèse du MSC sur le Rapport Covid 19. L'utilisation, l'application et le suivi du CSA devraient examiner comment passer d'un travail EN SITUATION de crise à un travail SUR la crise, comme indiqué dans le Cadre d'action FFA.

En conclusion, permettez-moi de souligner que pour utiliser et appliquer les résultats politiques dans lesquels nous avons investi tant d'énergie et de passion, nous devons nous assurer qu'ils sont pertinents, ambitieux et qu'ils apportent une valeur ajoutée aux discussions précédentes. Au cours des négociations qui viennent de s'achever sur les Directives volontaires sur la SAN, nous avons été témoins à maintes reprises du refus d'incorporer les termes du CSA déjà adoptés et convenus lors de négociations antérieures, ce qui a dilué le consensus passé pour faire passer les intérêts privés avant les intérêts publics. Au point qu'hier, le CSA s'est fait taper sur les doigts par des organismes prestigieux des Nations unies comme l'OMS et le Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. Ce fut un moment honteux et douloureux.

Alors - défendons, utilisons, appliquons et tirons parti des excellents résultats politiques négociés par le CSA - ceux qui parlent des intérêts des populations et de la planète - pour traiter du Covid19 et opérer les transformations radicales nécessaires pour que nos systèmes alimentaires deviennent équitables, durables et résistants, tant aujourd'hui que demain.